

## CTM maintenu ce jour

### *Décidement les ministres et les agents ne partagent pas les mêmes urgences !*

**S**uite à l'absence de quorum le 12 novembre, le Comité Technique Ministériel a été (re)convoqué ce jour.

Dans l'intervalle, il n'a échappé à personne que notre pays a vécu des événements d'une extrême gravité.

Dans ce contexte, le Président de la République a rapidement annoncé des mesures d'urgence. En particulier pour ce qui concerne nos ministères, le recrutement de douaniers et un renforcement des moyens budgétaires destiné à une dotation d'équipements de sécurité.

Dans le même temps, les fédérations des finances ont attendu en vain une expression ministérielle à leurs interpellations du CTM du... 13 octobre !

En toute responsabilité, les fédérations des finances ont demandé le 20 novembre un report de cette deuxième convocation de CTM, afin de disposer de tous les éléments pour débattre sérieusement de la nouvelle situation.

Le Secrétaire Général du ministère s'est réfugié derrière une argutie juridique pour maintenir le CTM de ce jour.

Rappelons tout de même qu'à l'ordre du jour de ce dernier, outre deux textes statutaires, figure le décret interministériel de mise en œuvre de la réforme territoriale.

A l'évidence, Bercy n'a pas les mêmes priorités que les agents et leurs représentants et encore moins dans cette période.

Face à cette situation, **FO Finances** a décidé de ne pas se rendre à cette deuxième convocation.

Pour autant, le Secrétaire Général a toutefois répondu au courrier interfédéral, en convoquant un CTM extraordinaire le 1<sup>er</sup> décembre.

Lors de ce CTM devraient être enfin abordées les annonces présidentielles et leur traduction législative dans le Projet de Loi de Finances 2016. Gageons surtout qu'il nous soit apporté des réponses à toutes les interrogations qu'elles soulèvent dans leur mise en œuvre.

Coïncidence? Les fédérations ont reçu ce jour le courrier tant attendu des Ministres qui, disons-le tout de suite, n'apporte pas la moindre modulation dans leur politique de destruction de l'emploi et des services dans les ministères économiques et financiers et bien peu de nouvelles réponses aux préoccupations sociales des personnels.